

JSB

CONTRÔLEUR INDÉPENDANT DE LA PROTECTION DES
DONNÉES D'EUROJUST

Rapport d'activité 2014

de l'Organe de contrôle commun d'Eurojust (OCC)

Protection des données

Data protection



ORGANE DE CONTRÔLE COMMUN D'EUROJUST

SECRÉTARIAT : P.O. BOX 16183 - 2500 BD LA HAYE — PAYS-BAS

TÉL +31 70 412 5512 - FAX +31 70 412 5515 - E-MAIL : jsb@eurojust.europa.eu

www.eurojust.europa.eu/jsb.htm

Table des matières

Avant-propos

.....	3
1. Introduction.....	4
2. Budget et coûts.....	4
3. Réunions et élections.....	4
4. Développements futurs.....	5
Second avis sur le régime de la protection des données dans le projet de règlement d'Eurojust.....	6
5. Travail de contrôle.....	6
5.1. Suivi de l'inspection de 2013.....	6
5.2. Suivi de l'inspection de 2012 de l'unité des RH.....	7
6. Coopération avec le délégué à la protection des données d'Eurojust.....	8
7. Projets TIC	8
8. Accords entre Eurojust et les États/organisations tiers.....	9
8.1. Avis sur le Protocole d'accord entre l'OEDT et Eurojust	9
8.2. Avis sur le Protocole d'accord entre Eurojust et l'ADF.....	9
9. Droits de la personne concernée	10
9.1. Appels liés à des dossiers	10
9.2. Appels non liés à des dossiers	10
10. Avis de l'OCC sur la divulgation des noms des membres du comité de sélection	10
11. Coopération entre les OCC d'Eurojust et d'Europol.....	11
11.1. Trafic d'êtres humains	11
11.2. Avis sur un projet de politique de traitement des demandes d'Europol pour recouper des données avec toutes les données localisées dans le système de gestion des dossiers	11
12. Conférences des commissaires à la protection des données	11
13. Transparence	11
14. Perspectives d'avenir	12
Annexe 1 : Personnes nommées à l'Organe de contrôle commun en 2014	13
Annexe 2 : Publications.....	14

Avant-propos

En tant que Président de l'Organe de contrôle commun (OCC) d'Eurojust depuis le 21 juin 2014, lorsque j'ai succédé à mon collègue M. Frans Frennered, j'ai l'honneur de vous présenter ce douzième rapport d'activité annuel.

Au cours de cette année, l'OCC a surtout porté son attention sur la révision du règlement d'Eurojust. L'OCC a activement contribué au débat en cours et a souligné l'importance du régime actuel qui prend en compte la nature judiciaire du travail d'Eurojust et assure une implication adéquate des États membres. Le 1^{er} décembre 2014, l'OCC a émis un second avis sur le régime de protection des données dans le projet de règlement d'Eurojust (disponible sur notre site internet), détaillant quatre sujets principaux qui pourraient avoir un impact sur les activités d'Eurojust et ses activités de protection des données – le contrôle, le régime sur mesure de protection des données à Eurojust, la nomination de la personne déléguée à la protection des données et les droits des personnes concernées.

En plus de nos réunions régulières, les membres permanents se sont réunis avec l'équipe de la présidence et le Collège d'Eurojust lors de nombreuses occasions. Ces réunions ont été des occasions inestimables afin de partager des avis sur les matières importantes en jeu et de renforcer la coopération entre l'Organe de contrôle commun et Eurojust.

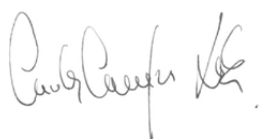
Nous avons continué à surveiller la mise en application par Eurojust des recommandations issues du dernier rapport d'inspection de 2013 et de celles de l'inspection de l'unité des ressources humaines de 2012. Une autre visite d'inspection est prévue début 2015.

L'OCC a donné son avis sur les projets d'accords en cours de négociation entre Eurojust et les États tiers et les tierces parties, émettant des avis favorables sur les Protocoles d'accord entre Eurojust et l'Agence européenne des droits fondamentaux et l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies.

Ce fut un plaisir de travailler avec mes collègues membres permanents, Messieurs Hans Frennered et Wilbert Tomesen, et je les remercie chaleureusement pour leur compétence et leur engagement dans le travail de l'OCC. Je remercie également l'équipe de la présidence et le Collège d'Eurojust, ainsi que le personnel d'Eurojust pour leurs contributions à nos activités.

En tant que Président de l'OCC et membre permanent depuis plusieurs années, il est important de rappeler le travail magnifique fourni par la personne déléguée à la protection des données (DPD). Pendant tout ce temps, même dans des situations difficiles liées à des tâches très importantes à gérer, tous les membres du Service de protection des données ont fait un travail formidable, toujours dévoués, efficaces, prompts et avec un enthousiasme indéfectible. Il est clair que l'équipe DPD est une équipe forte, compétente et professionnelle. Je remercie la déléguée à la protection des données, Mme Diana Alonso Blas, les membres de son équipe Mme Vaida Linartaitė-Gridziuškienė, M. Xavier Tracol, et la secrétaire de l'OCC, Mme Fiona Coninx, pour leur assistance dans le travail de l'OCC.

Cordialement,



Carlos Campos Lobo
Président
Organe de contrôle commun d'Eurojust

1. Introduction

Ce 12^{ème} rapport annuel d'activité de l'Organe de contrôle commun (OCC) souligne les activités principales de l'OCC en 2014.

L'OCC a été créé par l'Article 23 de la Décision Eurojust¹ en tant qu'organe indépendant pour surveiller les activités d'Eurojust impliquant le traitement de données personnelles. Son but est de veiller à ce que ces activités soient menées conformément à la Décision Eurojust et qu'elles n'empiètent pas sur les droits des personnes concernées.

Une des tâches de l'OCC est d'examiner les appels soumis par les membres du public afin d'accéder aux données personnelles potentiellement détenues par Eurojust et de vérifier si ces informations sont correctement et légalement traitées.

L'OCC surveille également l'admissibilité de la transmission de données d'Eurojust à des parties tierces et émet des avis sur les dispositions concernant la protection des données dans les projets d'accord en cours de négociation entre Eurojust et les parties tierces.

Ce rapport présente les futurs défis que l'OCC aura à relever, en particulier en ce qui concerne le projet de règlement d'Eurojust et la réforme de l'UE sur la protection des données, les débats sur le système de contrôle à venir et la mise en place d'un Bureau de procureur européen (European Public Prosecutor's Office - EPPO).

2. Budget et coûts

L'OCC a reçu 46 400 € du budget d'Eurojust pour ses dépenses administratives, couvrant les frais de voyage de ses délégués, ses frais de réunions, la participation aux conférences européennes et internationales des commissaires à la protection des données, et la traduction de son rapport annuel (en français, en allemand, en espagnol et en italien).

3. Réunions et élections

Les réunions des membres permanents ont eu lieu dans les locaux d'Eurojust le 20 février, le 25 avril, le 19 juin, le 20 juin (séance plénière) et le 13 novembre. Les élections d'un membre permanent se sont tenues durant la séance plénière étant donné que le mandat de trois ans de M. Hans Frennered (Suède) avait pris fin. Lors de la séance plénière, M. Frennered a été réélu comme membre permanent et M. Campos Lobo lui a succédé en tant que président pour l'année suivante.

¹ 2002/187/JAI créant Eurojust dans l'optique de renforcer la lutte contre la grande criminalité, JO L 63 p. 1, 6.3.2003, modifiée par la Décision du Conseil 2009/526/JAI du 16 décembre 2008 sur le renforcement d'Eurojust JO L 138 p.14, 4.6.2009.

En plus de ces réunions, les membres de l'OCC se sont réunis avec l'équipe de la présidence d'Eurojust le 13 janvier, le 24 avril et le 22 septembre afin d'échanger leurs points de vue sur la mise en application par Eurojust des recommandations de son rapport d'inspection de 2013, les derniers développements chez Eurojust et le projet de règlement d'Eurojust. Ces réunions ont offert une occasion inestimable pour les deux parties de trouver une approche commune aux questions en jeu.

Sur invitation du Président, l'OCC a participé à la séance plénière du Collège le 23 septembre. Parmi les questions à l'ordre du jour, il y avait le statut de la mise en application des recommandations de l'OCC du rapport d'inspection de 2013 ; l'utilisation du système de gestion des dossiers (CMS – Case Management System) ; l'état d'avancement des dossiers manuels et du projet de manuel opérationnel ; l'avancée de la mise en application de l'article 19 portant sur les règles de protection des données et la compréhension générale et la mise en application de l'article 19 7) de la Décision du Conseil instituant Eurojust.



Hans Frennered, Carlos Campos Lobo (Président), Wilbert Tomesen (de gauche à droite)

4. Développements futurs

Tout au long de l'année 2014, l'OCC a suivi de près les progrès faits dans le projet de règlement d'Eurojust et la contribution d'Eurojust à la réforme sur la protection des données.

Sous la présidence grecque du Conseil de l'Union Européenne, l'OCC a écrit au président de l'autorité de protection des données grecque et à Son Excellence l'ambassadeur auprès de la représentation permanente grecque le 31 janvier, pour soulever certaines inquiétudes au sujet du projet de dispositif de contrôle. Appuyant la position de l'OCC, le Président d'Eurojust a écrit au Conseil du groupe de l'UE sur la coopération en matière pénale (COPEN)² le 26 mars, insistant sur le besoin d'un régime de protection des données réalisable et sur mesure afin de prendre en compte la nature judiciaire du travail d'Eurojust et que le dispositif de contrôle actuel prenait en compte la nature judiciaire du travail d'Eurojust et le flux d'informations entre Eurojust et les États membres. L'OCC était très satisfait de la contribution d'Eurojust à la discussion sur le règlement d'Eurojust, en

² 20130256 (COD), 8488/14, 04.04.2014.

particulier à propos du chapitre concernant la protection des données, et a exprimé sa reconnaissance pour l'approche positive adoptée par Eurojust envers le contrôle exercé par l'OCC.

Second avis sur le régime de la protection des données dans le projet de règlement d'Eurojust

En réponse à une nouvelle proposition sur le projet de règlement d'Eurojust émise le 13 novembre 2014, l'OCC a diffusé le 1^{er} décembre son « Second avis sur le régime de la protection des données dans le projet de règlement d'Eurojust » à toutes les parties prenantes³. Dans cet avis, l'OCC a détaillé quatre points principaux qui pourraient avoir un impact sur les activités d'Eurojust et sur son régime de protection des données : le contrôle, le régime sur mesure de protection des données à Eurojust, la nomination du délégué à la protection des données et le droit d'accès des personnes concernées. L'OCC a déclaré « *qu'il considère que certains aspects contenus dans le projet de proposition initial pour un règlement d'Eurojust et les modifications récemment introduites devraient être reconsidérés, en particulier ceux en rapport avec le projet de dispositif de contrôle, les règles spécifiques sur mesure de protection des données, et les droits des personnes concernées. En même temps, l'OCC regrette la décision de la présidence italienne de reporter les discussions sur la partie portant sur la protection des données, qui sera mise de côté et reprise en charge sous la nouvelle présidence* ».

5. Travail de contrôle

Selon l'article 7 de l'acte de l'OCC⁴, l'OCC a effectué plusieurs inspections à Eurojust au cours des dernières années. En 2014, il a continué à surveiller la mise en application par Eurojust des recommandations de son rapport d'inspection de 2013 et de son inspection de l'unité des ressources humaines en 2012.

5.1. Suivi de l'inspection de 2013

En réponse au rapport d'inspection, le Collège d'Eurojust a fourni une « feuille de route » à l'OCC le 18 septembre 2013, détaillant son plan d'action pour mettre en application les recommandations du rapport. Durant l'année 2014, Eurojust a régulièrement informé l'OCC sur la progression du plan.

³ [http://www.eurojust.europa.eu/doclibrary/Eurojust-framework/jsb/opinions/Second%20opinion%20about%20the%20data%20protection%20regime%20in%20the%20proposed%20Eurojust%20Regulation/SecondOpinionJSB Draft-EI-Regulation 2014-12-01 EN.pdf](http://www.eurojust.europa.eu/doclibrary/Eurojust-framework/jsb/opinions/Second%20opinion%20about%20the%20data%20protection%20regime%20in%20the%20proposed%20Eurojust%20Regulation/SecondOpinionJSB%20Draft-EI-Regulation%202014-12-01%20EN.pdf)

⁴ « Dans le cadre de ses pouvoirs en vertu de l'article 23 (1) de la Décision Eurojust, l'organe de contrôle commun peut effectuer des vérifications sur la protection des données chez Eurojust ».

Un projet pilote pour la capture des données dans le système de gestion des dossiers (CMS) a été mené du 21 octobre 2013 au 21 avril 2014, destiné à identifier les différentes façons d'améliorer la capture de données dans le CMS et de développer une approche plus cohérente du traitement des données personnelles à l'intérieur de celui-ci. Trois bureaux nationaux ont pris part à ce projet. L'un des résultats directs de ce projet a été une « décision sur l'insertion des données dans le système de gestion des dossiers » adoptée par le Collège d'Eurojust le 17 juin 2014. Le Collège d'Eurojust a aussi adopté les politiques suivantes en réponse aux recommandations du rapport d'inspection : lignes directrices sur la confidentialité et la divulgation dans le cadre des réunions de coordination d'Eurojust (adoptées par le Collège d'Eurojust le 8 avril 2014), et les lignes directrices sur la gestion des dossiers manuels (approuvées par le Collège d'Eurojust le 7 octobre 2014).

Durant l'année 2014, un projet de manuel opérationnel, détaillant les politiques d'harmonisations des procédures du travail opérationnel d'Eurojust, a été rédigé et présenté à l'OCC lors de sa séance plénière du 21 juin.

Eurojust a également informé l'OCC que des innovations techniques étaient en cours de développement pour le CMS afin d'être conforme à l'article 19 des règles de protection des données⁵ et que celles-ci feraient partie de la prochaine mise à jour du CMS en 2015.

L'OCC s'est déclaré satisfait des développements susmentionnés et était content de l'engagement et des efforts déployés par Eurojust pour se conformer aux recommandations du rapport d'inspection. En décembre, l'OCC a demandé à Eurojust de fournir une vue d'ensemble de l'état de la mise en application des recommandations, en préparation de sa prochaine visite d'inspection prévue en janvier 2015.

5.2. Suivi de l'inspection de 2012 de l'unité des RH

L'unité des RH a régulièrement tenu l'OCC informé des progrès de la mise en application des recommandations émanant du rapport d'inspection de février 2012. Lors de sa réunion du 19 juin, l'OCC a reçu un rapport complet sur toutes les mesures prises jusqu'à présent. L'OCC a posé une question concernant la durée de conservation des décisions de l'article 90 du statut dans les dossiers personnels des membres du personnel et a écrit à Eurojust le 1^{er} juillet pour demander de plus amples éclaircissements à ce sujet, dans l'éventualité d'une contestation face au médiateur, la Cour de justice ou la Cour des comptes. Le 28 août, Eurojust a répondu, clarifiant que « *les réponses non-expurgées de l'article 90 sont conservées jusqu'à deux ans, ce qui est la période maximale durant laquelle des plaintes peuvent être déposées auprès du médiateur. Cependant, pour des raisons pratiques au point de vue administratif, cette période peut être prolongée de trois mois étant donné que le service juridique effectue trois vérifications mensuelles régulières sur l'expiration de la période de conservation maximale pour les réponses individuelles à l'article 90* ». L'OCC était satisfait de cette réponse.

Selon les observations de l'OCC, la plupart des recommandations du rapport d'inspection ont été appliquées, mais certaines décisions liées à la politique pourraient exiger plus de temps et celles-ci devraient être étroitement surveillées en 2015.

⁵ « Dans le contexte du travail opérationnel d'Eurojust, les personnes concernées recevront des informations concernant le traitement, dès qu'il sera établi que la communication de ces informations à la personne concernée n'affectera pas (a) la réalisation des tâches d'Eurojust dans la lutte contre la grande criminalité ; ou (b) les enquêtes et procédures nationales dans lesquelles Eurojust apporte son aide ; ou (c) la mission de contrôle, d'inspection ou de réglementation liée, même occasionnellement, à l'exercice de l'autorité publique, dans les cas visés aux points a) et b). »

6. Coopération avec le délégué à la coopération des données d'Eurojust

Conformément à l'article 6 6) de l'Acte instituant l'OCC⁶, l'OCC a étroitement coopéré avec la personne déléguée à la protection des données d'Eurojust, qui a fourni des informations sur les problèmes quotidiens rencontrés par Eurojust dans la protection des données.

Conformément à l'article 27 1) sur les règles de protection des données⁷, la personne déléguée à la protection des données a présenté sa 8^{ème} enquête annuelle sur la protection des données à l'OCC en décembre. Cinq bureaux nationaux et une unité administrative d'Eurojust ont pris part à l'enquête. Dans ses conclusions, la personne déléguée à la protection des données a surtout insisté sur l'augmentation de la sensibilisation et de la mise en application de l'article 19 sur les règles de protection de données, qui constituait une des recommandations du rapport d'inspection de l'OCC de 2013. L'OCC va utiliser les conclusions de ce rapport comme base pour son inspection en janvier 2015.



Séance plénière en juin 2014

7. Projets TIC

L'OCC a régulièrement reçu d'Eurojust des informations sur les projets actuels en technologies de

⁶ « L'Organe de contrôle commun établira la liaison avec le délégué à la protection des données d'Eurojust, si besoin est. »

⁷ « La personne déléguée à la protection des données surveillera la légalité et la conformité aux dispositions de la Décision Eurojust, les règles courantes de procédure et toutes les autres règles concernant le traitement de données personnelles applicables à Eurojust. Pour ce faire, la personne déléguée à la protection des données [...] fera des enquêtes annuelles sur le respect des règles susmentionnées au sein d'Eurojust. »

l'information et de la communication (TIC) impliquant le traitement des données personnelles. Parmi ceux-ci :

- La connexion d'Eurojust au système d'information Schengen ;
- Les modifications apportées au système de gestion des dossiers (CMS) ;
- Le projet de connexions réseau sécurisées, Système européen de coordination nationale (SECN) ;
- L'application e-RH et les applications logicielles d'e-recrutement utilisées par Eurojust ;
- L'introduction d'un système e-REC (une application logicielle destinée à assister à l'élaboration de rapports sur l'utilisation des ressources humaines et financières, et la réalisation des indicateurs de performance organisationnelle par Eurojust) ;
- SharePoint 2010.

8. Accords entre Eurojust et les États / organisations tiers

Conformément à l'article 26 2) de la Décision Eurojust⁸, l'OCC a été informé de négociations entre Eurojust et des pays /parties tiers et a émis des avis sur les projets de protocoles d'accord suivants :

8.1. Avis sur le Protocole d'accord entre l'OEDT et Eurojust

L'OCC a approuvé le projet de protocole d'accord entre Eurojust et l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT)⁹ le 20 février 2014. L'OCC était satisfait avec les termes utilisés dans l'article 4 de l'accord, portant sur « *l'échange d'informations qui est conforme à l'opinion et aux recommandations émises par l'OCC par le passé* ».

8.2. Avis sur le Protocole d'accord entre Eurojust et l'ADF

L'OCC a approuvé le projet de protocole d'accord sur la coopération entre Eurojust et l'Agence européenne des droits fondamentaux (ADF) le 19 juin 2014¹⁰ et s'est déclaré satisfait par les termes utilisés dans l'article 4 qui stipule que « *l'échange d'informations ou d'expérience prévu dans ce protocole d'accord n'inclura pas la transmission d'informations opérationnelles, y compris de données relatives à une personne identifiée ou identifiable* ». Cette disposition était conforme à l'avis et aux recommandations faites par l'OCC à plusieurs reprises par le passé.

⁸ « [...] de tels accords ou arrangements de travail ne peuvent être conclus qu'après avoir consulté l'Organe de contrôle commun ».

⁹ [http://www.eurojust.europa.eu/doclibrary/Eurojust-framework/jsb/opinions/Opinion%20on%20the%20Memorandum%20of%20Understanding%20between%20EMCDDA%20and%20Eurojust%20\(2014\)/OpinionJSB_MoU-EMCDDA-Eurojust_2014-02-20.pdf](http://www.eurojust.europa.eu/doclibrary/Eurojust-framework/jsb/opinions/Opinion%20on%20the%20Memorandum%20of%20Understanding%20between%20EMCDDA%20and%20Eurojust%20(2014)/OpinionJSB_MoU-EMCDDA-Eurojust_2014-02-20.pdf)

¹⁰ http://www.eurojust.europa.eu/doclibrary/Eurojust-framework/jsb/opinions/Opinion%20on%20the%20Memorandum%20of%20Understanding%20between%20the%20Agency%20for%20Fundamental%20Rights%20and%20Eurojust.%202014/OpinionJSB_MoU-FRA-Eurojust_2014-06-19_EN.pdf

9. Droits de la personne concernée

Comme stipulé dans l'article 23 7) de la Décision Eurojust¹¹, une des tâches de l'OCC est d'examiner les appels qui lui sont soumis conformément aux articles 19 9) et 20 2) de la Décision Eurojust. Si l'OCC considère qu'une décision prise par Eurojust sur le traitement de données n'est pas compatible avec la Décision Eurojust, il en référera à Eurojust pour réexamen. Les décisions de l'OCC sont finales et obligatoires pour Eurojust.

9.1. Appels liés à des dossiers

Le 17 juillet, l'OCC a reçu un appel d'un citoyen du Royaume-Uni, demandant l'accès à de possibles données personnelles détenues par Eurojust. Conformément à l'article 16 2) de l'acte de l'OCC¹², cet appel a été transmis au Collège d'Eurojust pour commentaires dans les quatre semaines suivantes. La personne désignée de l'OCC pour le RU a également été invitée à agir en tant que juge *ad hoc* dans la procédure, comme l'exige l'article 12 de la loi concernant l'OCC¹³. Lors de sa séance plénière tenue le 16 septembre, le Collège a pris la décision d'informer le requérant qu'Eurojust ne détenait aucune donnée le concernant, à l'exception des données relatives à la requête, et a demandé à la personne déléguée à la protection des données d'informer le requérant de cette décision. La personne déléguée à la protection des données en a donc informé le requérant le 19 septembre. Ensuite, l'OCC a écrit au requérant le 14 octobre, confirmant qu'Eurojust ne détenait aucune donnée personnelle le concernant et que l'OCC considérait désormais le dossier clos.

9.2. Appels non liés à des dossiers

L'OCC n'a pas reçu d'appels non liés à des dossiers particuliers cette année.

10. Avis de l'OCC sur la divulgation des noms des membres du comité de sélection

Le 12 août 2013, le médiateur a ouvert une enquête de sa propre initiative¹⁴ sur les pratiques des agences européennes concernant la divulgation des noms des membres de comités de sélection.

¹¹ « L'OCC examinera les appels soumis conformément aux articles 19 (8) et 20 (2) de la Décision Eurojust ».

¹² « Une copie de la plainte sera transmise à Eurojust pour observations, lesquelles seront soumises dans les quatre semaines qui suivent, avec une extension possible de deux semaines supplémentaires. »

¹³ « Si aucun membre des États membres d'où émanent les données personnelles qui font l'objet de l'appel n'est représenté dans l'OCC, conformément à l'article 23 (1) à (3) de la Décision Eurojust, la personne désignée par cet État membre agira en tant que juge *ad hoc* pour la durée d'examen de cet appel. »

¹⁴ OI/4/2013/CK.

Le médiateur a demandé à Eurojust d'approuver ses lignes directrices de bonne pratique émises le 16 mai 2014¹⁵, visant à aider les agences à garantir un bon équilibre entre la transparence et les exigences légitimes de confidentialité dans le travail des comités de sélection, tout en se conformant aux principes de protection des données. Le médiateur a exigé d'être informé des actions prises par Eurojust afin de se conformer à ces lignes directrices avant le 31 octobre 2014. Le directeur administratif d'Eurojust a demandé l'avis de l'OCC sur ce point le 30 juin 2014. L'OCC a émis son avis le 13 octobre 2014, recommandant à Eurojust d'approuver les lignes directrices du médiateur.

11. Coopération entre les OCC d'Eurojust et d'Europol

11.1. Trafic d'êtres humains

L'OCC d'Europol a demandé la coopération de l'OCC d'Eurojust dans le cadre d'un projet visant à accroître la sensibilisation à l'importance de la qualification correcte des personnes concernées en rapport avec la lutte contre le trafic d'êtres humains (TEH). Ce projet vise à informer les forces de police des implications pratiques des principes de protection de données dans la lutte contre le TEH. Il a été convenu que ce point serait discuté à la première réunion de l'OCC en 2015 afin d'explorer la possibilité d'une activité commune.

11.2. Avis sur un projet de politique du traitement des demandes d'Europol pour recouper des données avec toutes les données localisées dans le système de gestion des dossiers

Le 12 novembre 2014, le Président du Collège a demandé l'avis de l'OCC sur un projet de « politique du traitement des demandes d'Europol pour recouper des données avec toutes les données localisées dans le système de gestion des dossiers ». Le 25 novembre 2014, l'OCC a émis un avis favorable sur cette politique, exprimant le point de vue que le projet de politique représentait une approche équilibrée et qu'il prenait entièrement compte des exigences de protection de données.

12. Conférences des commissaires à la protection des données

M. Campos Lobo a représenté l'OCC à la conférence européenne des commissaires à la protection des données, qui s'est tenue le 5 juin 2014 à Strasbourg. L'OCC n'a pas pris part cette année à la conférence internationale des commissaires à la protection des données et de la vie privée qui s'est tenue à l'île Maurice, en raison de contraintes budgétaires. M. Campos Lobo et M. Tomesen ont néanmoins pris part pour le compte de leurs autorités respectives, à savoir les autorités de protection des données portugaise et néerlandaise.

¹⁵ <http://www.ombudsman.europa.eu/en/cases/correspondence.faces/en/54521/html.bookmark>

13. Transparence

L'OCC tient à être ouvert et transparent à propos de toutes ses activités. Les points importants de ses réunions, avis, décisions sur des appels et rapports annuels d'activité sont tous publiés sur sa page internet <http://www.eurojust.europa.eu/about/structure/jsb/Pages/independent-joint-supervisory-body.aspx>

14. Perspectives d'avenir

L'OCC effectuera une visite d'inspection à Eurojust en janvier 2015. L'OCC suivra de près les progrès liés au projet de règlement d'Eurojust et l'impact futur du chapitre sur la protection des données et du dispositif de contrôle.

Annexe 1: Personnes nommées à l'Organe de contrôle commun en 2014

État membre	Personne nommée	Date de nomination
Belgique	Mme Nicole LEPOIVRE	09/01/2003
Bulgarie	Mme Pavlina PANOVA	04/07/2007
République tchèque	M. Josef RAKOVSKÝ	14/04/2004
Danemark	Mme Birgit KLEIS	27/03/2013
Allemagne	M. Bertram SCHMITT	23/06/2009
Estonie	M. Pavel GONTŠAROV	25/10/2004
Irlande	M. Billy HAWKES	06/06/2005
Grèce	M. Ioannis ANGELIS	02/03/2012
Espagne	M. José Luis RODRIGUEZ ÁLVAREZ	07/02/2012
France	M. Jean-François BOHNERT M. Frédéric BAAB	20/06/2014 11/06/2009 –
Italie	M. Alberto PIOLETTI	14/06/2010
Chypre	M. Yiannos DANIELIDES	14/05/2012
Lettonie	Mme Zane PĒTERSONE	27/09/2004
Lituanie	Mme Laureta ULBIENĖ	31/05/2012
Luxembourg	Mme Lotty PRUSSEN	06/05/2002
Hongrie	M. Tibor KATONA	23/06/2008
Malte	M. Saviour CACHIA M. Joseph EBEJER	25/03/2014 30/03/2009-
Pays-Bas	M. Wilbert TOMESSEN	01/06/2012
Autriche	M. Gerhard KURAS	06/02/2010
Pologne	M. Dariusz ŁUBOWSKI	26/05/2004
Portugal	M. Carlos CAMPOS LOBO	01/04/2006
Roumanie	Mme Laura-Marina ANDREI	01/10/2007
Slovénie	M. Rajko PIRNAT	23/03/2005
République slovaque	M. Dušan ĎURIAN	22/03/2012
Finlande	Mme Anne HEIMOLA	01/01/2008
Suède	M. Hans FRENNERED	01/07/2002
Royaume-Uni	M. Christopher GRAHAM	12/08/2009

Annexe 2 : Publications

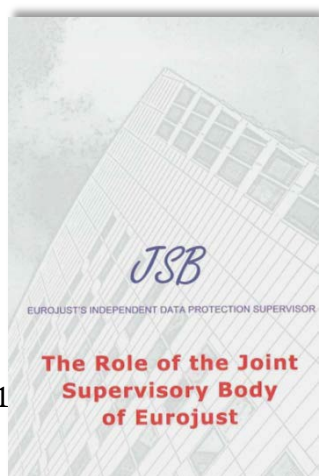
Les publications suivantes peuvent être obtenues sur demande auprès du secrétariat de l'OCC,
B.P. 16183, 2500 BD La Haye, Pays-Bas, courriel : jsb@eurojust.europa.eu.



Brochure sur *La protection des données à Eurojust*, disponible en anglais, français, allemand et espagnol. Grâce au soutien du projet IAP financé par l'UE, la brochure a également été traduite en albanais, en bosniaque et dans la langue de l'ex-république yougoslave de Macédoine.



Dépliant 1 : *Connaissez vos droits*, version imprimée disponible en anglais, français, allemand et espagnol.



Dépliant 2 : *Le rôle de l'Organe de contrôle commun d'Eurojust*, version imprimée disponible en anglais, français, allemand et espagnol.